

AICRA 32 : l'amélioration des conditions de vie des retraités agricoles doit rester le mot d'ordre



AICRA 32 : l'amélioration des conditions de vie des retraités agricoles doit rester le mot d'ordre

C'est dans la belle salle de l'Auberge « Terre Blanche » à Saint Puy, datant du XVIIIème siècle que s'est tenue la 28ème Assemblée Générale de l'AICRA 32 (association intercantonale des retraités agricoles du Gers).

Le président a remercié tous les adhérents pour leur présence. Après avoir nommé les personnalités invitées et les excusés, il a demandé à respecter une minute de silence pour les disparus puis a déclaré ouverte cette assemblée.

Monsieur Labatut, maire de Saint Puy, a pris la parole et a fait l'historique du village datant du Moyen Age avec le château de Monluc renommé pour son pousse rapière et ses vins.

La secrétaire générale a fait lecture du rapport d'activités de l'AICRA 32 comprenant une réunion de bureau, une réunion cantonale et cinq conseils d'administration.

Monsieur Bessagnet, trésorier de l'association, a fait ensuite lecture des comptes financiers.

Les deux rapports sont adoptés à l'unanimité.

Pierre Guichanné a présenté son rapport social. La défense, l'amélioration des conditions de vie des retraités doivent rester le mot d'ordre. Le combat est à mener sans concession sur l'abaissement du niveau de vie, sur l'augmentation des retenues et autres taxes. La santé reste, à juste titre, une préoccupation majeure pour l'AICRA 32 et l'ANRAF. Des programmes initiés par l'organisation mondiale de la santé « ICOPE » interviennent sur les capacités physiques, la mémoire, la nutrition, la vue, l'audition, la mobilité, les déséquilibres émotionnels, etc. Cette démarche, en Occitanie, est initiée par la CPTS de la Ténarèze qui la met en application.

M. Jan Maître nous présente cette conférence sur la forme à tout âge. Ce programme « ICOPE » a pour objectif de permettre au plus grand nombre de vieillir en bonne santé. Dès 60 ans, on peut intégrer ce programme et participer à ces tests, si une anomalie est repérée, une évaluation approfondie est réalisée et un suivi personnalisé est proposé. Cet accompagnement individualisé permet à chacun de maintenir ses fonctions le plus longtemps possible et conserver sa qualité de vie.

Monsieur Cazabat, conseiller chez MUTUALIA, partenaire de l'Association, remercie le président pour son invitation. Il conseille de consulter le monde de la santé et propose de nouveaux documents, il se dit au service de ceux qui veulent se renseigner.

Paulette Gangi pour la condition féminine, relate la situation des femmes sur leurs exploitations. Leur vie devient de plus en plus difficile et chère. Le système de santé sur le territoire est défaillant : plus de médecins après 18h, plus de VSL pour les affections de longue durée, etc. Elle demande au député Taupiac de motiver son groupe parlementaire pour faire voter cette loi Chassaigne III afin d'obtenir la parité hommes-femmes.

Bernard Pis, dans son rapport moral, rappelle que nous vivons dans une période d'instabilité sur le plan national. La crise économique, financière et politique ne peut être un prétexte pour sacrifier et livrer à la misère toute une classe sociale des plus modestes, pour la plupart en dessous du seuil de pauvreté. Il faut dénoncer haut et fort les injustices flagrantes subies tous les jours : la détérioration du pouvoir d'achat, la désertification médicale, la dépendance de l'autonomie, la dématérialisation des services sont des combats à mener sans relâche. Il faut lutter contre les inégalités territoriales.

Le président national, Roger Treneule, prend à son tour la parole pour rappeler les 2 lois Chassaigne dans lesquelles il est demandé une retraite égale pour les conjoints et aides familiaux à celle des chefs d'exploitation. Il explique que certains retraités avaient oublié de demander la retraite complémentaire, ce qui les a empêché d'obtenir des revalorisations. Des récupérations ont été faites auprès d'eux afin de régulariser. Il a rencontré Julien Brugerolles (suppléant de M.Chassaigne) dans le Puy de Dôme qui lui précise que la loi pour les femmes ne sera pas votée actuellement car le marasme actuel a retardé le dépôt de la loi Chassaigne III. Ceci est inconcevable pour ces femmes, c'est un combat sans fin qui est mené. Il rappelle qu'une Commission sociale a été mise en place à l'ANRAF ; c'est le Gers, par l'intermédiaire de Bernard Pis, qui en obtient la présidence. M. Treneule martèle que toutes les revalorisations obtenues, à force de combats acharnés, c'est grâce à l'ANRAF.

Mme Coursin, sous-directrice de la MSA, annonce qu'une revalorisation des retraites aura lieu en 2026. M. Guichanné rappelle à Mme Coursin les problèmes avec la MSA : pas de réponse au téléphone, attente trop longue.

Mme Guillou, présidente nationale de la Condition féminine, fait un rappel sur le courrier envoyé à Mme Jenevard, Ministre de l'Agriculture, lequel est resté sans réponse.

La loi Julien Brugerolles devrait être déposée en 2026.

La parole est donnée au seul syndicat agricole présent, le MODEF, qui rappelle que son syndicat est bien en relation avec Julien Brugerolles concernant la loi pour les femmes et aides familiaux pour la parité hommes-femmes. Il souligne, lui aussi, qu'il est impossible de faire répondre la MSA pour obtenir un rendez-vous.

La parole est donnée à la salle.

En guise de conclusion, le Président fait la lecture de la Motion nationale.